

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EPF Ile-de-France

4/14 rue Ferrus
75014 Paris

Références : /
Code AIOT : 0007406038
Pièce jointe : Plan du site

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement EPF Ile-de-France implanté 18 rue Léon Jouhaux ZI de La Fosse à La Barbière 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DRIEAT.
La dernière inspection a eu lieu le 9 mars 2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPF Ile-de-France
- 18 rue Léon Jouhaux ZI de La Fosse à La Barbière 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0007406038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historique des différents propriétaires/exploitants du site :

- La société JSBF Aulnay a succédé (dans le cadre d'un rachat) à la SCI Percier (groupe GE Real Estate) en 2011 pour l'exploitation des entrepôts A et B situés ZI de la Fosse à la Barbière, à Aulnay-sous-Bois. Dans le rapport de l'inspection du 23 mars 2011, il est indiqué qu'avant la succession, la SCI Percier était l'unique exploitant des entrepôts A et B. La vente des entrepôts détenus et exploités par la SCI Percier date du 23/10/2010.

De manière plus précise, les lots n° 1 et n° 2 du bâtiment A ont été revendus à la SCI Aaron Aulnay.

Les lots n°3 à 9 du bâtiment A et l'ensemble du bâtiment B ont été revendus à JSBF Aulnay.

La déclaration de succession de la société JSBF AULNAY a été effectuée par courrier du 30 septembre 2010. Le récépissé de déclaration de succession a été délivré le 7 avril 2011.

- Par courrier du 17 février 2023, l'EPFIF (Établissement Public Foncier Ile-de-France), a procédé à la régularisation administrative du changement d'exploitant, précisant avoir acquis le site le 29 mai 2020.

Nature et volume d'activité :

Les surfaces des bâtiments A et B indiquées sur les plans sont respectivement de 24 000 et 13 000 m².

Les deux entrepôts, disposant d'un volume total de plus de 50 000 m³ sans être supérieur à 900 000 m³, sont soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, étant donné que le stockage total de combustibles dépasse les 500 tonnes.

La propriété de l'EPFIF est composée des bâtiments A et B.

Répartition des locataires par lot :

Chaque cellule ou lot est occupée par des locataires. Seules les cellules 3, 4 et 9 sont vacantes. Il a été constaté lors de la visite d'inspection que certaines cellules étaient sous-louées.

Le jour de l'inspection, les cellules suivantes ont été vues :

- Lot n° 6 (SARL A20) : produits alimentaires ;
- Lot n° 17 (RIAD DU HALLAL) : stockage de meubles ;
- lots n° 21 et 23 (COPERNIC) : tous types de produits, notamment des denrées alimentaires ;
- lots n° 16, 18, 20 et 22 (ANDA) : textiles, masques chirurgicaux, produits en plastique, chocolats ;
- lot n° 14 (SHOES ME) : parfums, déodorants, dont certains sont des aérosols.

Par ailleurs, il a été constaté pour les lots 6, 11, 13, 15 et 17, la présence d'établissements de type ERP (Etablissements Recevant du Public).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Organisation des stockages ;
- Sécurité incendie ;
- Vérification des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois, 6 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a précisé que certains locataires des cellules ne renvoyaient pas les justificatifs demandés, malgré ses relances, notamment les comptes-rendus de vérification des extincteurs, des RIA et des installations électriques.

Lors de la visite, l'exploitant ignorait la présence de sous-locataires et de certains stockages. Il a d'ailleurs précisé que le contrat de certains locataires n'autorisait pas la sous-location.

Or, de nombreuses non-conformités à la réglementation des ICPE ont été constatées dans les cellules de stockage de l'entrepôt, notamment l'insuffisance de moyens de détection et de lutte contre l'incendie, manquements qui sont de nature à favoriser la propagation d'un départ de feu et à en augmenter sa gravité.

Il apparaît que l'exploitant n'est pas informé et qu'il n'a pas le contrôle sur les activités qui se déroulent actuellement sur son site. Il nous informe être assisté d'un avocat et en cours de saisine du tribunal de BOBIGNY pour exécuter les clauses résolutoires des locataires fautifs.

L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de :

- mettre en demeure l'exploitant de respecter certaines dispositions des articles 9, 12, 13 et 14 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

- rappeler à l'exploitant par lettre préfectorale de s'assurer du contrôle régulier de ses installations électriques et de calculer ses besoins en eau en cas d'incendie en s'appuyant sur le guide du CNPP 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p>

- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :
- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.

Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Aucune des cellules visitées de l'entrepôt n'est équipé d'un système d'extinction automatique., bien qu'un tel système ne soit pas obligatoire.

En général, les marchandises étaient stockées en rack. Chez ANDA (lots 16, 18, 20 et 22), de nombreux stockages vrac ont été constatés. Toutefois la surface maximale de chaque îlot ne dépassait pas 500 mètres carré et une distance de deux mètres séparait les îlots entre eux.

Le stockage en mezzanine de marchandises relevant des rubriques 2662 et 2663 dépassant le seuil de la déclaration n'a pas été constaté.

Le stockage de liquides inflammables en contenants fusibles d'une capacité unitaire supérieure à 30 L n'a pas été constaté le jour de l'inspection.

L'Inspection relève néanmoins que dans le lot 14 du locataire SHOES ME, il a été constaté la présence d'un sous-locataire non déclaré qui stocke principalement des parfums, certains étant des aérosols. Étant donné qu'une partie du stock n'avait pas de propriétés dangereuses, la

quantité d'aérosols et de matières inflammables n'a pu être déterminée.
L'exploitant précise que le stockage était toujours présent le jour de la visite du commissaire de justice le 05/12.

Non-conformité n°1 : Dans beaucoup de cellules de l'entrepôt, des stockages vrac sont collés aux murs coupe-feu. Ce qui implique, par exemple pour les cellules louées par Aswak Salam (lot 6), et Déco Home (lot 19), que le fond des allées entre deux racks est parfois en cul de sac et oblige à retourner sur ses pas.

Cela pourrait empêcher le personnel d'évacuer en cas d'incendie. Si les prescriptions étaient respectées, il serait possible de circuler entre les allées à chaque extrémité du rack. Par ailleurs, dans certaines cellules, la distance est inférieure à un mètre entre le stockage et le plafond. Certains cartons sont presque collés au plafond.

- *L'inspection propose à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure l'exploitant, en l'occurrence l'EPFIF, de respecter une distance minimale de 1 mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que par rapport à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage (Délai de 15 jours à compter de la notification de l'arrêté préfectoral).*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

Les cellules visitées de l'entrepôt ne comportent pas de système de détection de l'incendie. Des détecteurs de fumée sont présents uniquement au niveau des zones de chargement/déchargement. Leur bon fonctionnement n'a pu être vérifié. L'exploitant et les locataires n'étaient pas informés du lieu de la centrale de report de l'alarme et de l'éventuelle boucle de transmission du signal. Si un test avait été réalisé et que l'alarme sonore s'était déclenchée, elle n'aurait pu être désactivée.

Non-conformité n°2 : Les cellules visitées de l'entrepôt ne comportent pas de système de détection de l'incendie.

- *L'inspection propose à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure l'exploitant d'installer un système de détection automatique d'incendie avec transmission,*

<i>en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. (Délai : 3 mois pour les zones présentant des risques importants, 6 mois pour les autres zones).</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois et 6 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>

Constats :

La zone de la Fosse à la Barbière dispose de 15 poteaux incendie dont 7 sont à proximité immédiate de l'entrepôt. Les derniers rapports de contrôles de débit et de pression réalisés les 8 décembre 2022 et 9 mai 2023 ont été transmis par l'exploitant. Ils sont tous dans un bon état de fonctionnement et chaque poteau est capable de fournir un débit de 120 m³/h à une pression d'environ 5 bars.

Bâtiment A : Lot 6

- Locataire SARL A20 ou "Aswak Salam" :

La cellule dispose d'extincteurs adaptés aux risques à combattre. Des Robinets à Incendie Armés étaient également présents.

Ces équipements ont été vérifiés au mois de juillet 2023 d'après l'étiquetage.

Le locataire a également transmis au propriétaire une déclaration de conformité au référentiel APSAD R4. La vérification a été effectuée le 29 juillet 2022.

Bâtiment B : Le réseau RIA n'était pas alimenté en eau dans ce bâtiment le jour de l'inspection

Depuis l'eau a été remise en circulation. Néanmoins, l'exploitant indique avoir été contraint de la couper à nouveau car des fuites multiples ont été identifiées par le mainteneur. Après visite des locaux occupés par les locataires, il a informé l'administrateur de biens que les fuites étaient issues de dégradations à la suite de la dépose de RIA et de la réalisation de raccordements illicites pour de l'eau potable. Un commissaire de justice a donc été missionné pour réaliser un constat de ces dégradations. La visite a eu lieu le 5 décembre dernier en présence de l'administrateur de biens NEXITY et le bureau d'étude, la société ANDINE. Un devis est attendu pour la réalisation de travaux d'urgence par la société SICLI CHUBB : création d'un réseau périmétrique permettant de shunter les réseaux dégradés et mettre en place des RIA au niveau de chaque entrée du bâtiment B.

- Locataire "Le Riad du Hallal", sous-locataire "Déco Home" (Enseigne : Meubles), lot 19 : concerne un stockage de tables et de fauteuils emballés par des contenants en carton.

Seuls 1 ou 2 extincteurs étaient présents à l'entrée du site. Aucun extincteur n'était présent dans la zone de stockage. Deux RIA étaient au sol et n'étaient donc pas reliés au réseau.

- Locataire "Copernic", lots 21 et 23, représenté par M. KONIECZNY Grégory :

Le locataire a transmis au propriétaire le dernier rapport de l'intervention de vérification des RIA, qui avait eu lieu le 13 avril 2022.

Ce rapport faisait état de 5 RIA en bon état de fonctionnement. Sur le RIA n°1, une fuite avait été détectée.

L'inspection a également constaté la présence d'extincteurs à poudre ABC contrôlés en avril 2023 et de RIA qui n'avaient été contrôlés que l'année dernière.

En effet, suite à ce dernier contrôle des moyens d'extinction contre l'incendie, le PDG de COPERNIC, M. HORBACZ, avait alerté l'administrateur de biens (la société NEXITY) qu'il n'y avait pas d'eau dans le réseau des RIA, et que ceci remettait gravement en cause la sécurité du site (courrier du 12/05/2023 transmis à l'inspection des installations classées le jour de la visite d'inspection).

L'EPFIF a précisé qu'il n'en avait pas été informé.

- Locataire "Shoes Me", sous-locataire M. SEMMOUD, se présentant comme appartenant à la société "DDT", lot 14 :

Des extincteurs posés au sol étaient présents mais n'étaient probablement pas en état de fonctionnement. Certains n'avaient pas été contrôlés depuis 2015. L'année de contrôle la plus récente sur l'étiquetage d'un extincteur était 2021.

L'inspection a constaté le stockage de plusieurs cartons bloquant l'accès au RIA au fond de la cellule. Cet élément est précisé tout en rappelant que, le jour de l'inspection, l'eau n'alimentait pas le réseau RIA dans ce bâtiment.

Non-conformité n°3 : Les RIA raccordés au réseau sont parfois inexistant dans les cellules. Par ailleurs, le jour de l'inspection, le réseau RIA n'était pas alimenté en eau dans le bâtiment B. D'autre part, le lot 14 n'est pas équipé en extincteurs en bon état de fonctionnement.

- *Lettre préfectorale : L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de rappeler à l'exploitant par lettre préfectorale de déterminer le débit et la quantité d'eau en cas d'incendie nécessaires à calculer conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020) – Délai de trois mois..*
- *L'inspection propose à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure l'exploitant :*
 - *de mettre en place dans les cellules où celui-ci demeure inexistant un réseau de RIA fonctionnels, avec présence d'au moins 1 RIA à proximité de chaque issue (Délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté). Par ailleurs, l'exploitant devra également rétablir l'alimentation en eau dans le bâtiment B une fois que les fuites seront colmatées (Délai de trois mois maximum à compter de la notification de l'arrêté) ;*
 - *d'installer des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à combattre dans la cellule du lot 14.*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation du personnel

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

Constats :

Non-conformité n°4 : L'exploitant n'organise pas d'exercices d'évacuation de l'entrepôt. Les locataires que l'inspection a questionnés à ce sujet ont déclaré également qu'aucun exercice d'évacuation n'était réalisé.

- *L'inspection propose donc à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure l'exploitant de réaliser des exercices d'évacuation, a minima dans toutes les cellules inspectées le jour de l'inspection, et d'en conserver les justificatifs. (Délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté).*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Constats :

Le responsable du magasin ASWAK SALAM (lot 6) a transmis son rapport de vérification des installations électriques. Cette intervention du 20 octobre 2023 a été réalisée par la société QUALI CONSULT. Les conclusions du rapport étaient satisfaisantes.

Le rapport indiquait que la précédente intervention avait eu lieu le 9 novembre 2022. L'inspection a consulté le rapport de 2022 qui faisait état de 8 non-conformités.

Le locataire COPERNIC (lots 21 et 23) a transmis le compte-rendu de vérification périodique Q18 du 24 février 2022. La précédente visite avait eu lieu le 22 février 2021.

Bien qu'il déclare effectuer des demandes et des relances auprès de ses locataires, l'exploitant n'a pas pu transmettre à l'inspection d'autres comptes-rendus pour les cellules visitées le jour de l'inspection.

- ***Lettre préfectorale : L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de rappeler à l'exploitant par lettre préfectorale de s'assurer pour toutes les cellules de stockage ainsi que l'ensemble de l'entrepôt du contrôle régulier des installations électriques (Délai de mise en œuvre de 3 mois).***

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois